

Cote du document: EB 2017/LOT/G.1
Date: 28 juin 2017
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Groupe consultatif d'assistance aux pauvres pour le Programme de finance rurale inclusive à l'intention des familles de petits exploitants et d'autres groupes vulnérables

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Michael Hamp
Spécialiste technique supérieur
Division des politiques et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2807
courriel: m.hamp@ifad.org

Transmission des documents:

William Skinner
Chef de l'Unité
des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2974
courriel: gb@ifad.org

Pour: Approbation

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don telle qu'elle figure au paragraphe 20.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional au Groupe consultatif d'assistance aux pauvres pour le Programme de finance rurale inclusive à l'intention des familles de petits exploitants et d'autres groupes vulnérables

I. Généralités et conformité avec la Politique du FIDA en matière de dons

1. Le FIDA est le seul bailleur de fonds dans le monde particulièrement axé sur la finance rurale. Conscient du rôle crucial que l'accès aux services financiers peut jouer dans les zones rurales, l'un des domaines du Cadre stratégique du FIDA 2016-2025 met l'accent sur l'accès à toute une gamme de services financiers dans les zones rurales. Compte tenu de ses engagements institutionnels, il est essentiel que le FIDA collabore avec des partenaires solides pour renforcer en permanence ses interventions dans le domaine de la finance rurale en appliquant une réflexion contemporaine et des approches innovantes. L'un des principaux partenaires du FIDA en matière de finance rurale est le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP). Hébergé par la Banque mondiale, le CGAP coordonne un réseau actif de 34 organismes de développement et fondations privées qui œuvrent en faveur de l'inclusion financière.
2. Par le biais de ce don, le FIDA entend renouveler son partenariat avec le CGAP, dont il est l'une des 34 organisations membres. Le partenariat du FIDA avec le groupe ouvre de nouvelles perspectives importantes en matière d'échanges techniques et permet une meilleure diffusion des savoirs et des données d'expérience dans le domaine de la finance rurale, à la fois pour le CGAP et parmi ses membres.
3. Le programme proposé est conforme au but et aux objectifs énoncés dans la Politique du FIDA en matière de dons adoptée en 2015¹. Ses principaux objectifs sont les suivants: i) promouvoir, au profit des pauvres, des approches et des technologies innovantes, susceptibles d'être appliquées à plus grande échelle en vue d'un impact plus important, en diffusant des enseignements lors de ses initiatives et dans les régions où il intervient, et parmi les 34 membres du CGAP. Les succès rencontrés dans l'un des domaines de son portefeuille peuvent être appliqués dans d'autres partenariats et initiatives du CGAP ainsi que dans le travail avec ses organisations membres, pour favoriser à la fois l'innovation et le passage à une échelle supérieure; ii) renforcer les capacités politiques et institutionnelles des partenaires en travaillant étroitement avec toute une série d'institutions coopérantes des secteurs public et privé. Les interventions du CGAP recherchent systématiquement des occasions d'apporter une valeur ajoutée et de développer les compétences des partenaires; iii) accentuer le plaidoyer et la participation à l'élaboration des politiques. Compte tenu de l'expérience qu'il a acquise sur le terrain auprès de ses clients ruraux pauvres, et de son expertise dans le domaine des politiques capables de promouvoir un environnement propice à une finance inclusive, le CGAP est bien placé pour jouer le rôle d'avocat efficace des approches de l'inclusion financière favorables aux pauvres; et iv) générer des savoirs et les

¹ Document EB 2015/114/R.2/Rev.1.

partager au profit de l'impact de développement. La solide équipe de communicants du CGAP travaille dans l'ensemble du groupe et avec ses membres pour rechercher des sources d'enseignements ou les générer et les diffuser sur des thèmes présentant un intérêt prioritaire pour les organisations membres du CGAP, comme le FIDA, et pour le secteur de l'inclusion financière de manière plus générale.

4. Le programme est aligné sur le premier des domaines stratégiques prioritaires de l'institution, à savoir les "droits et accès aux ressources pour les populations les plus vulnérables". Le programme est également aligné sur l'approche de gestion des savoirs de la Division des politiques et du conseil technique dans la mesure où il renforce la capacité des équipes de conception et d'exécution des programmes, appuie le programme de reproduction à plus grande échelle et sert de point de départ pour la concertation sur les politiques au niveau national. Il contribue aussi aux processus d'apprentissage, d'engagement et de courtage des savoirs.
5. Prenant en considération l'objectif général du FIDA, à savoir faire en sorte que les populations rurales "parviennent à se libérer de la pauvreté et à assurer leur sécurité alimentaire grâce à des moyens de subsistance rémunérateurs, durables et résilients", ce programme est axé sur le domaine thématique prioritaire des services financiers inclusifs, appuyé par les programmes d'investissement du FIDA dans les pays. Il se rattache aux trois objectifs stratégiques du Cadre stratégique et il est particulièrement pertinent dès lors qu'il s'agit de faciliter: les services financiers inclusifs; la diversification des entreprises et des possibilités d'emploi en milieu rural; un contexte propice à l'investissement rural; les organisations de producteurs ruraux; et les réponses au changement climatique.
6. Le bénéficiaire du don est le CGAP, par l'intermédiaire de la Banque mondiale. Depuis sa création en 1995, le groupe s'est imposé comme chef de file reconnu et comme centre de savoirs, et fournit des services consultatifs et des informations à une large gamme d'acteurs concernés par la finance rurale. Étant hébergé par l'Unité Finance & Markets Global Practice du Groupe de la Banque mondiale, le CGAP conduit ses opérations dans le contexte juridique, financier et administratif du Groupe de la Banque mondiale. Toutes les ressources détenues par le CGAP sous forme de fonds fiduciaires sont soumises à l'audit annuel unique portant sur le Groupe de la Banque mondiale, et les transactions sous-jacentes à ces états sont examinées dans le cadre du mécanisme permanent d'assurance qualité du Groupe de la Banque mondiale.
7. Le CGAP est une institution reconnue au niveau international en raison de la priorité qu'il accorde à un domaine de pertinence et d'importance stratégiques. Conformément au paragraphe 15 iii) de la Politique du FIDA en matière de dons, le CGAP a été directement choisi pour ce don, étant donné qu'il n'existe pas d'autre groupe de réflexion à l'échelle mondiale ayant son siège dans un pays membre et actif dans le domaine du développement du secteur financier/de l'inclusion financière.
8. Ce financement constitue la contribution du FIDA à cet effort mondial et lui permet d'accentuer le développement de solutions innovantes pour l'inclusion financière par le biais d'une recherche concrète et d'un engagement actif aux côtés des prestataires de services financiers, des responsables des politiques et d'autres financeurs dans des domaines essentiels à sa mission. Le rôle du FIDA est important et unique au sein du CGAP, puisqu'il en est le seul membre qui se focalise spécifiquement sur les ruraux pauvres et sur les stratégies d'inclusion financière consacrées à cette population particulièrement vulnérable. La collaboration avec le CGAP permet au FIDA de tirer parti des activités, des innovations, de la recherche et des outils techniques du groupe, et de les transmettre aux interventions en matière de finance rurale et de financement des filières que comporte le portefeuille du FIDA, et à ses partenaires sur le terrain.

II. Le programme proposé

9. Le but d'ensemble du programme est de faire en sorte que les familles de petits producteurs et d'autres populations vulnérables en milieu rural aient un meilleur accès à une gamme de solutions financières durables fondées sur des connaissances de pointe et sur des innovations, une technologie et une expérience en matière d'inclusion financière, et les trouvent utiles. Les objectifs sont les suivants: i) lever les principaux obstacles à l'inclusion financière de groupes vulnérables (par exemple les femmes, les jeunes, les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, en particulier en Afrique subsaharienne); ii) améliorer la capacité des agences nationales, des ministères d'exécution compétents et des prestataires de services financiers dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de comprendre les besoins des clients, de gérer les risques et de réduire les coûts des prestations grâce au recours à la technologie; et iii) appuyer les opérations du FIDA dans les pays en fournissant des orientations, des contributions stratégiques, des outils techniques et des données afin d'éclairer leurs stratégies et leurs interventions en matière d'inclusion financière dans le monde rural.
10. Les groupes directement ciblés seront les agences nationales et les ministères d'exécution compétents qui pilotent, dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, le programme d'inclusion financière, ainsi que les décideurs et les parties prenantes participant aux activités nationales d'élaboration des politiques et de plaidoyer en rapport avec les Objectifs de développement durable. Les équipes opérationnelles du FIDA tireront également parti, de manière directe, de ce don lorsqu'elles prendront des décisions sur les investissements stratégiques avec les partenaires et les bénéficiaires à l'appui de portefeuilles de pays de haute qualité. Les prestataires de services financiers ruraux participants bénéficieront d'une amélioration des instruments de suivi des clients, de l'information sur le marché, et des solutions numériques élargies pour les petits exploitants, les femmes et les autres groupes vulnérables. D'autres groupes cibles indirects bénéficieront aussi en dernière analyse de ce don: femmes, jeunes et ménages vulnérables dans les zones rurales; producteurs familiaux dépendant de l'agriculture pour leurs moyens d'existence et/ou leur revenu; et migrants, réfugiés et personnes déplacées à l'intérieur du pays. Ces groupes cibles constituent un important pourcentage de la population mondiale.
11. Le programme se déroulera sur cinq ans et comprendra les composantes suivantes:
 - i) Composante 1: Inclusion financière – axée sur les groupes vulnérables comme les migrants, les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays, les femmes et les jeunes, en particulier en Afrique subsaharienne. Cette composante fera fond sur les données du CGAP et l'analyse des journaux financiers et des enquêtes nationales auprès des ménages de petits exploitants, et intégrera les résultats d'autres activités de collecte des données. Les activités liées au don et en rapport avec l'inclusion financière sont conçues de manière à élargir la base de données factuelles pour l'inclusion financière parmi les groupes vulnérables, ainsi que d'autres groupes exclus des solutions financières dont ils ont besoin pour gérer leur vie.
 - ii) Composante 2: Solutions financières numériques – pour les petites entreprises rurales et les petits exploitants. Cette composante fera fond sur la collaboration du CGAP avec les prestataires de services financiers pour des activités de recherche, de conception, de lancement et de reproduction à plus grande échelle d'une gamme de solutions financières exploitant les canaux numériques. Les activités liées au don et axées sur les solutions financières numériques seront à l'origine d'une information plus détaillée sur les clients et de solutions financières spécifiques répondant à leurs besoins particuliers. Ces expériences aideront les prestataires de services financiers à mieux

comprendre les besoins des clients et à mieux y répondre, et à saisir les occasions d'exploiter les technologies pertinentes pour accroître la portée, élargir leur portefeuille de solutions et réduire le coût des prestations.

- iii) Composante 3: Orientation, contributions stratégiques et appui au renforcement des capacités à l'appui des opérations du FIDA dans les pays. Cette composante vise à fournir des orientations, des contributions stratégiques, des outils techniques et des données pour éclairer et optimiser l'impact des stratégies et des interventions en matière d'inclusion financière rurale.

III. Effets/produits attendus

- 12. Les effets attendus de ce programme sont les suivants:
 - i) les agences nationales, les ministères d'exécution compétents et les prestataires de services financiers dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire proposent aux clients vulnérables des produits et des services financiers adaptés répondant à leurs besoins, par le biais de mécanismes de prestation fiables et efficaces;
 - ii) les solutions financières adaptées offrent une valeur ajoutée aux familles des petits producteurs, pour leurs activités agricoles et non agricoles, ainsi que pour les priorités d'ensemble des ménages;
 - iii) le FIDA joue davantage un rôle de catalyseur dans le développement du marché financier et dans le financement efficace et responsable de la finance rurale inclusive.

IV. Modalités d'exécution

- 13. Le CGAP gère un fonds de dons destiné à appuyer ses activités, qui incluent le financement de prestataires et de réseaux de services financiers, l'extraction et la diffusion des meilleures pratiques en matière d'inclusion financière, et le financement d'innovations qui repoussent les frontières du secteur. L'équipe opérationnelle du CGAP assure la mise en œuvre de la stratégie approuvée par le groupe de ses mandants. L'équipe opérationnelle est basée à Washington D.C. et dispose d'un autre bureau à Paris, qui se concentre principalement sur l'efficacité de l'aide. Le CGAP a aussi des plateformes régionales en Côte d'Ivoire, dans la Fédération de Russie, au Kenya, au Liban et à Singapour.
- 14. Compte tenu de l'éventail de ses compétences et de ses capacités de gestion éprouvées, le CGAP mettra en œuvre des activités de financement sous forme de dons que supervisera l'équipe du FIDA chargée de la finance rurale au sein de la Division des politiques et du conseil technique. Au début de l'exécution, le CGAP présentera son document de stratégie et son plan de travail annuel global. Le décaissement des ressources provenant du don s'effectuera par tranches annuelles, sur la base des dépenses de la tranche précédente et de la réalisation du plan de travail.
- 15. Les procédures relatives à l'information financière et à l'audit sont conformes aux procédures standard.

V. Coût et financement indicatifs du programme

- 16. Le budget quinquennal total du programme du CGAP est estimé à 122,25 millions d'USD, dont 2,25 millions d'USD seront financés par le don proposé du FIDA. Le montant du don représente la contribution du FIDA à cet effort mondial.
- 17. Les fonds alloués aux trois principales activités appuyées par le don proposé seront répartis en proportions relativement égales. Les composantes 1 et 2, sur l'inclusion financière et les solutions financières numériques, recevront chacune 28% du financement annuel, tandis que la composante 3 sur les orientations, les

contributions stratégiques et l'appui au renforcement des capacités en recevra approximativement 44%.

18. Les tableaux 1 et 2 présentent la répartition approximative du budget par composantes et par catégories de dépenses. Les fonds provenant du don sont spécifiquement affectés à ces composantes et catégories, et aucune autre dépense ne sera financée.
19. Le cofinancement, d'un montant de 120 millions d'USD, proviendra de contributions en espèces d'autres membres du CGAP: Banque africaine de développement, Fondation Bill et Melinda Gates, Fondation Citi, Commission européenne, Banque européenne d'investissement, Fondation Ford, Agence française de développement, Ministère fédéral allemand de la coopération économique et du développement, Fonds d'investissement multilatéral de la Banque interaméricaine de développement et Société financière internationale, entre autres.

Tableau 1
Coût par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Composantes</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Inclusion financière	625	33 600	34 225
2. Solutions financières numériques	625	33 600	34 225
3. Orientation, contributions stratégiques et appui au renforcement des capacités	1 000	52 800	53 800
Total	2 250	120 000	122 250

Tableau 2
Coût par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

<i>Catégorie de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>	<i>Total</i>
1. Traitements et indemnités	625	48 000	48 625
2. Consultants	845	24 000	24 845
3. Frais de voyage et indemnités	200	11 000	11 200
4. Ateliers	225	12 000	12 225
5. Biens, services et intrants	188	13 000	13 188
6. Frais généraux/commissions de gestion	167	12 000	12 167
Total	2 250	120 000	122 250

VI. Recommandation

20. Je recommande que le Conseil d'administration approuve la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le Programme de finance rurale inclusive à l'intention des familles de petits exploitants et d'autres groupes vulnérables, accordera un don de deux millions deux cent cinquante mille dollars des États-Unis (2 250 000 USD) au Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, par l'intermédiaire de la Banque mondiale, sur une période de cinq ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Gilbert F. Hougbo

Cadre logique axé sur les résultats

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Smallholder families and other vulnerable rural people have enhanced access to and find value in a range of sustainable financial services, all based on cutting-edge knowledge and financial inclusion innovations, technology, and experience	Access to suitable products for smallholder families, women, refugees, and other excluded client groups improved by 10%	Annual MIX Market report as tailored to IFAD's portfolio	Management support and sufficient financial resources for capacity building, institutional development, and change processes IFAD member governments remain committed to the global financial inclusion agenda
Objectives	<p>1. Financial inclusion: Address major barriers to the financial inclusion of vulnerable groups, particularly in sub-Saharan Africa.</p> <p>2. Digital financial solutions: Improve the ability of national agencies, relevant line ministries, and FSPs in low- and middle-income countries to better understand client needs, manage risk, and lower delivery costs through the use of technology.</p> <p>3. Guidance, strategic inputs, and capacity building: Support IFAD's in-country operations with guidance, strategic inputs, technical tools, and data to inform their rural financial inclusion strategies and interventions</p>	<p>60% of smallholder families, women, refugees, and other excluded client groups (of CGAP-supported financial service providers) who perceive that new products or practices effectively meet their financial needs</p> <p>20 stakeholders who have a more holistic understanding of the financial services needs of smallholder families, women, refugees, and other excluded client groups</p> <p>5 new financial products and service-provider practices aimed at better serving smallholder families, women, refugees, and other excluded client groups launched by financial service providers</p>	<p>CGAP Annual Progress Reports</p> <p>CGAP Smallholder Households Advisory Committee meetings</p> <p>Minutes of specific update-quarterly calls</p>	<p>Development community remains engaged in smallholder household development and the importance of reaching excluded groups in achieving the SDGs</p> <p>Sufficient contributions from other CGAP members to implement planned activities</p> <p>Willingness of IFAD staff and management to engage and absorb contemporary innovation from the wider rural financial inclusion sector</p>
Outcomes/ Outputs	<p>National agencies, relevant line ministries, and FSPs in low- and middle-income countries reach vulnerable customers with tailored financial programmes and services that meet their needs through trusted, effective delivery mechanisms</p> <p>Tailored financial solutions that offer added value to smallholder families in both their agricultural and non-agricultural activities as well as their overall household priorities</p> <p>IFAD plays a more catalytic role in financial market development and effective funding for inclusive rural finance</p>	<p>20 citations of CGAP research and findings relevant to excluded groups, digital financial services and smallholder households</p> <p>5 examples of innovative solution delivery approaches from national agencies, relevant line ministries, and FSPs in low- and middle-income countries with potential to scale</p>	<p>CGAP Annual Progress Reports</p> <p>CGAP publications related to work with smallholder families, women, refugees, and other excluded client groups</p> <p>CGAP Smallholder Households Advisory Committee meetings</p> <p>Minutes of specific update-quarterly calls</p>	<p>Partners with sufficient interest and capacity are available and interested in collaboration</p> <p>Audience for publications and research outputs remains high</p>